



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

#### **Acquisition de deux tubes à rayons X**

---

CCAP n° 25SFA015

**Université Grenoble Alpes**  
**Laboratoire IGE**  
CS 40700  
38058 Grenoble Cedex

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	3
1.1 - Objet du contrat .....	3
1.2 - Décomposition du contrat .....	3
1.3 - Type d'accord-cadre .....	3
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	3
2 - Pièces contractuelles .....	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	4
4 - Durée et délais d'exécution .....	4
4.1 - Durée du contrat .....	4
4.2 Délai d'exécution .....	4
5 - Prix .....	5
5.1 - Modalités de variation des prix .....	5
5.2 Caractéristiques des prix pratiqués .....	5
6 - Garanties Financières .....	5
7 - Avance .....	5
7.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	6
7.2 - Garanties financières de l'avance .....	6
8 - Modalités de règlement des comptes .....	6
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	6
8.2 - Présentation des demandes de paiement .....	7
8.3 - Délai global de paiement .....	7
8.4 - Paiement des cotraitants .....	7
9 - Conditions d'exécution des prestations .....	7
10 - Développement durable .....	9
11 - Constatation de l'exécution des prestations .....	9
11.1 - Vérifications .....	9
11.2 - Décision après vérification .....	10
12 - Garantie des prestations .....	10
13 - Service après-vente .....	10
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	11
15 - Pénalités .....	11
15.1 - Pénalités de retard .....	11
15.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de garantie .....	11
15.3 - Pénalité pour travail dissimulé .....	11
15.4 Pénalités dans le cadre du service après-vente .....	11
16 - Assurances .....	12
17 - Résiliation du contrat .....	12
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	12
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	12
18 - Clause de réexamen .....	12
19 - Règlement des litiges et langues .....	12
20 - Dérogations .....	13

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Acquisition de deux tubes à rayons X

Cet accord-cadre « composite » fixe toutes les conditions d'exécution des prestations. Il correspond pour partie à un marché ordinaire et pour partie à un accord-cadre à bons de commande.

**La partie « marché ordinaire »** concerne les prestations suivantes : La fourniture des deux tubes à rayons X (incluant les filaments de rechange et le kit d'entretien courant pour le tube haute résolution), leur livraison, installation, formation des utilisateurs ainsi que la garantie les accompagnant.

**La partie « accord-cadre à bons de commande »** concerne les prestations suivantes : Le service après-vente permettant la commande de pièces de rechange et d'interventions de maintenance pour le tube à rayons X haute résolution et le reconditionnement pour le tube à rayons X micro-focus.

Lieu(x) d'exécution :

Campus universitaire de Saint Martin d'Hères

## 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour les motifs suivants : L'allotissement risquerait de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations. De plus, la compatibilité entre les deux tubes doit être garantie afin de pouvoir les utiliser simultanément.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

## 1.3 - Type d'accord-cadre

Le présent contrat est un accord-cadre « composite » comprenant une partie traitée sous la forme d'un marché ordinaire et une partie traitée sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande.

La partie « accord-cadre à bons de commande » correspond à un accord-cadre avec maximum, passé en application du Code de la commande publique, et qui s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Pour la partie "marché ordinaire" la notification du contrat emporte commande des deux tubes à rayons X.

## 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Pour la partie « accord-cadre à bons de commande », les bons de commande sont notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le titulaire.

La durée maximale d'exécution des bons de commande est de 6 mois.

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le bordereau des prix
- Le mémoire technique remis par le titulaire au titre de son offre, portant sur :
  - La pertinence de la résolution
  - La pertinence de la stabilité
  - La pertinence de la maniabilité
  - La pertinence des options de contrôle
  - Les possibilités d'évolution du tube haute résolution
  - La durée du service après-vente pour le tube haute résolution
- La fiche technique
- Le fichier de questions/réponses (formalisé en phase de consultation le cas échéant)

En cas de contradiction entre une/plusieurs clause(s) contenue(s) dans d'éventuelles conditions générales de vente remises par le titulaire dans son offre et les clauses établies par l'UGA, ces dernières prévalent.

## 3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 4 - Durée et délais d'exécution

### 4.1 - Durée du contrat

Le marché s'étend de la date de notification jusqu'à la date de fin de la durée du service après-vente, soit de 5 à 10 ans selon la proposition du titulaire sur ce point.

Le dépassement légal de la durée de 4 ans est justifié par les raisons suivantes :

Le dépassement du délai de quatre ans ne concerne que des prestations minoritaires du marché, le remplacement des pièces usées ou défectueuses pour le tube à rayons X haute résolution ou le reconditionnement pour le tube à rayons X micro focus. L'université est captive du titulaire avec qui elle a passé le marché pour ces prestations et les chiffrer dans le cadre du marché permet d'éviter des surcoûts et participe ainsi à la bonne utilisation de l'argent public. Il n'y a pas lieu d'effectuer une remise en concurrence régulière car le titulaire a une exclusivité sur la maintenance de son matériel. Ces dispositions sont également bénéfiques en termes écologiques car elles augmentent la durée de vie du matériel.

### 4.2 Délai d'exécution

Le délai de livraison des tubes à rayons X est de 10 mois maximum à compter de la date de notification du marché.

Pour la partie « marché ordinaire », l'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat, valant ordre de commencer les prestations.

Pour la partie « accord-cadre à bons de commande », les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

## 5 - Prix

### 5.1 - Modalités de variation des prix

Les prix forfaitaires sont fermes et non actualisables.

Les prix unitaires de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de juillet 2025 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix unitaires sont ajustables annuellement, par référence aux tarifs publics du titulaire s'il en dispose. A défaut de tarifs publics, l'ajustement se base sur l'augmentation moyenne de ses tarifs. Le pouvoir adjudicateur sera en mesure de demander des éléments explicatifs auprès du titulaire qui devra fournir tout élément justifiant de son évolution tarifaire.

Le titulaire du marché s'engage, sous peine de forclusion, à notifier le BPU mis à jour au pouvoir adjudicateur avec un préavis de 30 jours avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

Clause limitative dite " de butoir " : l'évolution du prix de règlement résultant de l'appréciation de la référence d'ajustement (rabais déduit) sera limitée à une augmentation de 2,00 % maximum par période d'ajustement.

La révision définitive des prix s'opère sur la base des derniers tarifs envoyés au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Modalités de transmission des révisions de prix : Le titulaire devra transmettre ses prix révisés à l'UGA à L'adresse mails suivante :

[service-commande-publique-sem@univ-grenoble-alpes.fr](mailto:service-commande-publique-sem@univ-grenoble-alpes.fr)

### 5.2 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires pour la partie marché ordinaire et par application des prix listés au BPU pour la partie accord-cadre à bon de commande.

Les prix comprennent toutes les charges nécessaires à l'exécution complète de prestations, notamment toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, tous les frais liés au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport (y compris frais de douane le cas échéant) jusqu'au lieu de livraison, le déballage, l'installation et mise en service du matériel, à la formation des personnels utilisateurs...

## 6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

## 7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire dans les conditions suivantes :

- pour la partie « marché ordinaire », lorsque le montant initial de cette partie est supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois ;
- pour la partie « accord-cadre à bons de commande », pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à :

- 30,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la partie « marché ordinaire » (hors garantie), si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois (hors garantie) l'avance est égale à 30,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

- 30,00 % du montant du bon de commande émis dans le cadre de la partie « accord-cadre à bons de commande ».

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 70% du montant toutes taxes comprises de la partie « marché ordinaire », ou 70% du montant du bon de commande émis dans le cadre de la partie « accord-cadre à bons de commande ». Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

## 7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

# 8 - Modalités de règlement des comptes

## 8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Pour l'acquisition des matériels :

Un acompte de 70% du montant du prix global et forfaitaire (hors garantie) sera versé au titulaire à la livraison des matériels.

Le solde sera versé lorsque la décision d'admission des équipements sera prononcée.

Le paiement des prestations de garantie débutera à terme à échoir, soit à compter de l'admission du matériel pour la garantie légale d'un an et soit à l'issue de la période de garantie légale pour les éventuelles périodes de garantie supplémentaires.

Pour les prestations supplémentaires, le montant à payer correspond à 1/X du montant global de la PSE ou X correspond à la durée supplémentaire de garantie en année.

Pour la partie « accord-cadre à bons de commande », soit le service après-vente, le règlement des prestations est effectué sur la base de chaque bon de commande après achèvement complet des prestations commandées. Chaque bon de commande fait l'objet d'un paiement partiel définitif.

## 8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Mentions à porter sur les factures électroniques remises sur CHORUS PRO :

- 1/ Numéro d'identité du destinataire de la facture  
N° SIRET de l'Université Grenoble Alpes : 130 026 081 00013
- 2/ Le code service : Aucun code service ne doit être renseigné.

## 8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## 8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

# 9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Stockage, emballage et transport : Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Le titulaire s'engage à limiter au maximum le nombre d'emballages (cartons, plastiques, papiers...) et autres moyens logistiques nécessaires (palettes, caissons...) à la bonne livraison du matériel tout en s'assurant de la préservation de l'intégrité de l'équipement commandé.

Il privilégiera l'utilisation d'emballages et moyens logistiques recyclés ou recyclables et réutilisables. En présence d'une clause de garantie au sein du cahier des clauses particulières, le titulaire veillera à utiliser impérativement un emballage réutilisable permettant, le cas échéant, de renvoyer le matériel.

Le titulaire mettra également tout en œuvre au moment de la livraison du matériel pour récupérer l'ensemble des emballages et moyens logistiques utilisés sauf lorsque le cahier des clauses particulières prévoit une clause de garantie, dans ce cas, seuls les éléments non nécessaires au renvoi du matériel seront récupérés par le titulaire.

#### Processus de remplacement d'une personne nommément désignée :

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

Le titulaire nommera un interlocuteur privilégié pour les échanges avec le pouvoir adjudicateur, notamment en cas de questions ou autres de la part du pouvoir adjudicateur.

Conditions de livraison : La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

La livraison aura lieu sur le campus universitaire de Gières Saint-Martin-D'hères.

L'adresse exacte de livraison sera communiquée dans les délais utiles permettant raisonnablement au titulaire d'assurer cette livraison.

La livraison aura lieu du lundi au vendredi : 9h - 17h

Le titulaire devra prendre au préalable rendez-vous auprès du pouvoir adjudicateur, au moins deux semaines avant la date de livraison (les coordonnées seront transmises au moment de la notification du marché).

La livraison devra être effectuée en une seule fois avec l'ensemble des composants des deux systèmes.

#### Installation, mise en service et formation :

L'installation et la mise en service des tubes sera réalisée par le titulaire, dans un délai de 2 semaines à compter de la livraison, en présence du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire assurera une formation des personnes chargées d'utiliser le matériel, qui se déroulera comme suit :

Pour le tube haute-résolution :

- Une demi-journée de formation sur l'installation et la mise en route du tube, le jour même de l'installation et de la mise en service du matériel ;
- Un jour de formation pour 8 personnes, le lendemain de la journée d'installation et de mise en route du tube : cette formation devra inclure la prise en main de l'équipement et de tous les logiciels associés, ainsi que les réglages, l'entretien et la maintenance courante (notamment le changement de filament et le changement de la cible) de l'appareil. La procédure de préchauffe/warm-up de l'appareil sera détaillée.

Pour le tube micro-focus :



- Une demi-journée de formation sur l'installation, la mise en route et l'utilisation du tube, le jour même de l'installation et de la mise en service du matériel ;

Cette formation sera dispensée en français de préférence, à défaut la langue utilisée pour la formation sera obligatoirement l'anglais. Le formateur sera une personne qualifiée maîtrisant tous les aspects de l'utilisation du matériel.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de contacter le titulaire en amont de la tenue de la formation, pour identifier des sujets spécifiques en plus de ceux précités, qui devront être traités durant cette formation.

#### Mesures d'hygiène et de sécurité à respecter en cas d'intervention sur site :

Toute personne (titulaire, cotraitant, sous-traitant, livreur...) intervenant en cours d'exécution du contrat notamment lors de la livraison du matériel, de l'installation, de la formation du personnel ou encore du fait de l'exécution des clauses de garantie ou de maintenance doit respecter les préconisations sanitaires gouvernementales applicables au moment de l'exécution des prestations.

Par ailleurs, toutes les mesures sanitaires complémentaires qui seraient imposées par l'Université Grenoble Alpes devront impérativement être respectées par les personnes citées ci-dessus, notamment le port du masque et de gants lorsque ceux-ci sont rendus obligatoires par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire est invité à contacter le représentant du pouvoir adjudicateur avant de se rendre dans les locaux au titre de l'exécution du marché afin de connaître les éventuelles mesures sanitaires complémentaires exigées par l'Université.

En cas de non-respect des préconisations et mesures sanitaires mentionnées ci-dessus, l'Université Grenoble-Alpes se réserve le droit de refuser l'accès à ses locaux ou d'exiger que ceux-ci quittent les locaux sans délai. Tout frais supplémentaire qui en découlera (ex : durée de stockage supplémentaire, déplacement, hébergement...) sera exclusivement supporté par le titulaire.

#### Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, du matériel peut être remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

## **10 - Développement durable**

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution de l'accord-cadre.

## **11 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **11.1 - Vérifications**

En dérogation à l'article 28.2, les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies seront effectuées dans un délai de 30 jours à compter de la date de fin de la formation (dernier jour), conformément aux articles 27 et 28.2 du CCAG-FCS.

Si le titulaire le souhaite, les vérifications pourront se faire en sa présence. Le cas échéant, les dates des essais de vérification seront convenues par courriel. Les frais de déplacements et tous les frais afférents à cette visite seront à la charge du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur veillera particulièrement à ce que les sources répondent aux exigences du CCTP en termes de stabilité. En effet, durant la phase de vérifications si la stabilité n'est pas satisfaisante, il pourra être prononcée une décision de réfaction, d'ajournement ou de rejet.

### **11.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## **12 - Garantie des prestations**

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

Si une PSE facultative est retenue le délai de garantie fera l'objet d'une extension d'un an ou trois ans pour le matériel concerné.

L'enregistrement de la demande d'intervention du pouvoir adjudicateur doit faire l'objet d'une confirmation écrite par courriel de la part du titulaire, dans un délai d'une semaine ouvrée maximum à compter du signalement, avec indication des modalités et délais d'intervention pour une solution identifiée.

Le délai d'intervention proposé par le titulaire court à compter de l'enregistrement de la demande d'intervention.

La garantie inclut les frais de déplacement, le remplacement des pièces, la main d'œuvre et tous frais afférents.

## **13 - Service après-vente**

Les prestations feront l'objet d'un service après-vente assuré par le titulaire pendant une durée de 5 ans à compter de la notification du marché. Si le titulaire s'est engagé sur une durée plus longue de service après-vente dans son offre, c'est la durée proposée par ce dernier qui s'applique.

Pour le tube à rayon X haute résolution, ce service après-vente a vocation à permettre le remplacement de pièces connaissant une usure normale ainsi que les interventions de maintenance courante sur le tube. Pour cela le titulaire a chiffré le prix de ces pièces de rechange et de ces interventions dans son bordereau des prix. Pendant une durée de 5 ans, le pouvoir adjudicateur sera en mesure de commander les pièces et interventions de son choix, le titulaire est garant de leur disponibilité et de leur livraison au pouvoir adjudicateur dans un délai maximum de 4 mois. Si dans son offre le titulaire s'est engagé sur un délai de service après-vente de 10 ans, il doit garantir la fourniture de ces pièces et interventions dans les mêmes conditions qu'énoncées précédemment.

Pour le tube à rayon X micro-focus, ce service après-vente a vocation à permettre le remplacement de pièces connaissant une usure normale (le cas échéant) ainsi que le reconditionnement du matériel. Pour cela le titulaire a chiffré le prix de ces pièces de rechange et de ces interventions dans son bordereau des prix. Pendant une durée de 5 ans, le pouvoir adjudicateur sera en mesure de commander les pièces et interventions de son choix, le titulaire est garant de leur disponibilité et de leur livraison au pouvoir adjudicateur dans un délai maximum de 4 mois.

## 14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## 15 - Pénalités

### 15.1 - Pénalités de retard

#### Retard dans la livraison, l'installation, la mise en service et la tenue de la formation :

Lorsque le délai contractuel de livraison, d'installation, de mise en service ou de formation est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par semaine de retard (semaine entièrement écoulée) et après mise en demeure préalable non suivie d'effet, une pénalité fixée à 3 % du montant forfaitaire total du marché les trois premières semaines. A compter de la quatrième semaine de retard, la pénalité s'élève à 6 % par semaine de retard (semaine entièrement écoulée).

#### Retard dans le délai de réponse dans le cadre de la garantie :

Lorsque le délai contractuel de réponse définit à l'article 12 du présent document est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt par semaine de retard (semaine entièrement écoulée) et après mise en demeure préalable non suivie d'effet, une pénalité fixée à 100 euros.

Par dérogation aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 20 % du montant forfaitaire total du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

### 15.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de garantie

En complément de l'article 33.5 du CCAG-FCS, il est prévu qu'en cas de retard de la part du titulaire dans l'intervention au titre de la garantie dans les conditions prévues à l'article 12 du présent document, la pénalité prendra la forme d'une prolongation du délai de garantie d'une durée égale à la durée de l'indisponibilité en cas de mise en demeure non suivie d'effets.

### 15.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 5,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 15.4 Pénalités dans le cadre du service après-vente

Si le délai maximum de remise des pièces de rechange ou de reconditionnement n'est pas respectée par le titulaire, ce dernier encourt une pénalité de 500 euros par semaine de retard après mise en demeure non suivie d'effets.

## 16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 17 - Résiliation du contrat

### 17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation sauf la part de frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaire à son exécution.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### 17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 18 - Clause de réexamen

En cas de situation exceptionnelle extérieure aux parties, la clause butoir relative à l'ajustement des prix pourra évoluer si son taux de limitation ne s'avère plus adapté à l'évolution des prix et que son maintien rend le contrat excessivement onéreux pour le titulaire. Le nouveau taux de la clause butoir sera alors fixé par avenant.

## 19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 20 - Dérogations

- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 11.2 du CCAP déroge à l'article 28.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021